

Histoire Orale de la Production des Connaissances dans les pays du Maghreb

2025-2026

Interview réalisée par Habib Ayeb

Yamina Rahou

Yamina Rahou est Maître de recherche -HDR- en Sociologie de la famille au centre de recherches en anthropologie sociale et culturelle à Oran (CRASC) Division villes et territoires.

Habib

27 octobre 2025, on est à Oran pour le programme de recherche “Histoire orale de la production des connaissances dans les pays du Maghreb”. J'ai le plaisir de rencontrer Madame Yamina Rahou, sociologue de l'université ?

Yamina

Du Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle, le CRASC.

Habib

Le CRASC qui est un centre de recherche basé à Oran, ici. Bonjour Yamina Rahou. Merci beaucoup pour votre temps et pour votre disponibilité. On va discuter avec vous de votre vie, de votre itinéraire, de vos travaux et de vos contributions à la production des connaissances en Algérie bien sûr, mais plus généralement c'est une contribution maghrébine, je crois. Après on prendra le temps de discuter de choses et d'autres selon peut-être l'actualité, peut-être autre chose. J'ai une première question, je commence toujours par la même. J'ai aussi une dernière question que je pose en ce moment à tout le monde, mais commençons par le début. La première question, c'est qui êtes-vous madame Yamina Rahou ?

Yamina

Je suis Yamina Rahou, native d'Oran. J'ai 66 ans. Je suis sociologue-chercheuse au CRASC.

Habib

Je pense que vous êtes un peu plus que ça ! Vous avez 66 ans, ça veut dire que vous êtes née en 59 donc en plein dans les mouvements, enfin la guerre d'indépendance.

Yamina

Non, je n'ai pas connu la guerre, j'avais 3 ans en 62, donc je n'ai pas connu la guerre. Après l'indépendance j'ai fait l'école primaire, le lycée El Hayet puis l'université d'Oran. Par la suite j'ai fait sociologie, "industrie et systèmes du travail". Ensuite, j'ai fait un DEA d'anthropologie à Paris V, à la Sorbonne. Ensuite faute de bourse, je suis rentrée, j'ai été cadre dirigeante dans une entreprise publique, chargée de la communication. Enfin j'ai intégré le CRASC en 2002 en tant que chercheuse permanente. Durant ce parcours de recherche, j'ai passé une thèse de doctorat en sociologie à l'Université d'Oran, avec comme encadrants M. Lalawi et Mme Azadeh Kian qui est professeure de sociologie et directrice du CEDREF à Paris 7.

Habib

Vos parents en 59, ils étaient où ? Qu'est-ce qu'ils faisaient ?

Yamina

Mon père était invalide, non voyant, mais il faisait du commerce avec mon oncle quand il était jeune. Ma mère est infirmière, parce que c'est une ancienne moudjahida. Elle a appris les soins infirmiers pendant la guerre de libération, c'était une militante. Elle était accoucheuse, elle faisait les injections, les soins. Donc j'ai baigné dans cette famille aux idées d'indépendance, d'affirmation de soi. Bien sûr comme pour toutes les familles ici, je viens d'une famille nombreuse, je suis la troisième de la fratrie.

Habib

Votre mère, est-ce que vous pouvez m'en dire un peu plus sur sa vie de moudjahida? Elle était où, qu'est-ce qu'elle faisait en tant que moudjahida?

Yamina

Ma mère était ce qu'on appelle "agent de liaison politico-militaire". C'est-à-dire qu'elle transportait les documents comme elle transportait les armes dans la ville d'Oran et ses environs. Et par la suite, pendant la révolution, elle a côtoyé des médecins, ils lui ont appris à faire des injections, etc. Elle avait 20 ans, 22 ans, ils disaient qu'ils auraient besoin d'elles après l'indépendance, c'est comme ça qu'ils les préparait à être futures infirmières. Mes parents ne sont jamais allés à l'école mais je les considérais comme lettrés parce qu'ils nous poussaient à étudier et à travailler pour l'avenir.

Habib

On ne pose jamais ce genre de questions quand on parle des hommes, mais une jeune femme d'une vingtaine d'années ou peut-être un peu moins, qui s'engage dans la lutte armée, même si elle n'a pas tiré, quand même agent de liaison ce n'est pas rien, c'est sa vie qui était en danger, ça vient d'où ça ?

Yamina

Son père était mineur dans les houillères de la Kenadsa, au sud de l'Algérie. Il a été licencié pour faute et ils sont venus à Oran. Et elle entendait son oncle, qui était vieux à l'époque, qui parlait des *wataniyin*, les patriotes. Elle m'a dit qu'elle était enfant et qu'elle entendait le *moqawama*, la résistance. *El wataniyin* c'était les nationalistes.

Habib

Est-ce que son père était *watani*?

Yamina

Ce n'est pas le père, c'est l'oncle qui était engagé.

Habib

Dans la famille, tout le monde savait qu'elle était engagée ou elle le faisait secrètement même dans la famille ?

Yamina

Elle était engagée avec l'appui de mon père. Ils avaient avec le réseau des militants, ce qu'on appelle un *markez*. *Markez*, c'est le centre où ils y avait les armes et tout ça. Elle parlait de certains qui sont devenus maintenant des martyrs. Son responsable de réseau est un martyr de la révolution.

Habib

Ils sont des proches dans la famille votre maman et votre papa, ils sont cousins, comment ils se sont rencontrés ?

Yamina

Dans les familles algériennes, ils connaissent la fille d'un tel dans le même patelin, ils vont demander sa main, c'est comme ça. Au départ le mariage c'était presque consanguin, c'étaient des cousins, des alliés, de la famille.

Habib

Ils étaient cousins ?

Yamina

Éloignés.

Habib

Vous avez donc grandi dans cette ambiance.

Yamina

J'ai grandi dans cette ambiance et puis au lycée El Hayet qui est un lycée connu à Oran, j'étais déléguée de classe donc membre du comité des lycéens. On était les interlocuteurs auprès de l'administration pour les problèmes des lycéens à l'époque.

Habib

L'école primaire se passe ici et vous entrez en quelle année au lycée ?

Yamina

L'école primaire à 6 ans donc en 67.

Habib

Et après, vous passez au lycée.

Yamina

Au collège et après au lycée.

Habib

Vous avez passé le bac en quelle année ?

Yamina

En 78. Un bac lettres et j'ai passé aussi l'Ecole Nationale d'Administration dont je suis lauréate. J'ai réussi le concours d'admission et je devais la rejoindre mais c'était à Alger donc j'ai préféré rester à Oran et continuer mes études de sociologie. Je me rappelle que j'avais à un ami qui vit maintenant en Finlande, je lui ai dit que j'avais réussi le concours d'école d'administration et que je voulais y aller. Et il m'a dit que ça formait des technocrates. Je lui ai demandé s'ils ne forment pas des démocrates, il m'a dit non. Alors s'ils ne formaient pas des démocrates, je ne voulais pas y aller, parce que je voulais être démocrate. C'est pour ça que je n'y suis pas allée et c'est comme ça que je suis entrée à l'université en sociologie. Il fallait passer un concours, un test en maths. C'est le ministre Rahel qui avait imposé un concours et j'ai passé un test en mathématiques pour accéder aux études de sociologie.

Habib

Quel genre de jeune fille étiez-vous ? Rebelle, politique ?

Yamina

Non, on me disait que j'étais une grande timide mais en même temps très critique et c'était grâce à nos professeurs. J'avais un très bon professeur de français, Madame El-Mezoua, il faut lui rendre hommage. Je me rappelle le premier ouvrage qu'on a étudié avec elle, c'était Germinal. Germinal, c'était les personnages, c'était la lutte des gens contre la misère, etc. Et je me souviens encore qu'il y avait deux personnages, Étienne et Souvarine, l'un était radical et l'autre était réformiste. Il y avait aussi les Maheu, ceux qui travaillaient 16 heures, 18 heures par jour dans les mines, et les Gregoire, les bourgeois. Et là, à l'époque, on se disait ça se passe en France, pays de justice, des droits de l'homme, il y avait des gens qui étaient exploités mais il y avait aussi des gens qui avaient l'espoir de réformer les choses, d'améliorer et de changer les choses. C'est avec Germinal qu'on a été éveillés à nous poser des questions sur la société. Elle nous a même présenté un texte de Simone de Beauvoir "On ne naît pas femme, on le devient".

Habib

À quel âge vous êtes devenue femme ? Vous n'êtes pas née femme, vous êtes devenue femme à quel âge ?

Yamina

Dans quel sens ? Moi, c'est dans le sens du rôle social. Avant tout, je suis un être humain doté de raison. Je me rappelle qu'on se posait la question, on naît femme mais on est aussi un être humain, on n'est pas un sujet, on n'est pas un subalterne.

Et puis en philosophie on avait un prof, un Syrien, Mardini, qui nous demandait : "Qu'est-ce que c'est la liberté ? Et qui a libéré la femme, qui a permis la sortie de la femme dans l'espace public" ? Il nous disait que c'est le capitalisme qui avait libéré les femmes. Pourquoi ? Parce que le capitalisme avait besoin de main d'oeuvre, de femmes, pour travailler. Il les a fait sortir du foyer. Et ça, c'est structurel, c'est l'évolution des sociétés. La société change avec l'industrialisation, etc. Il nous donnait une explication objective. Il faut dire qu'on avait aussi une culture avec les cours d'arabe, la libération des femmes avec Qasem Amin, avec tous les penseurs de la période de la Renaissance, de la *Nahda*, qui appelait aussi à la participation des femmes dans la vie économique et sociale.

Habib

Vous lisiez ces références ?

Yamina

Oui, parce qu'on avait des profs à l'époque qui étaient plus ouverts, plus progressistes. Et puis aussi l'ambiance dans le contexte de l'Algérie post-indépendante, le discours était pour la participation des femmes au développement du pays, pour la formation, l'éducation des femmes, il y avait un discours progressiste, ouvert. En 78, on baignait dedans.

Habib

Quand vous sortiez de l'université, chez vous, vous aviez des livres, vous lisiez des livres ?

Yamina

Oui, je lisais. Je peux dire que j'avais une double culture. Une culture populaire, parce que mes parents n'étaient pas universitaires, c'est des analphabètes, mais ils nous transmettaient la culture du terroir, des valeurs, etc. et j'avais aussi la culture de la langue francophone. Mon frère aîné était lycéen, il ramenait des romans, des livres en français, la musique des chanteurs français. Et puis il y avait les chansons populaires, la culture orale, bédouine, la poésie, le melhoun, ça c'était mes parents et mon frère c'était Brassens et Ferrat.

Habib

À quel âge vous avez pris un livre seule avec l'intention de le lire, en vous disant, tiens, ce livre, j'ai envie de le lire ? Est-ce que vous vous rappelez quand et quel livre ?

Yamina

Je me rappelle un livre en arabe que j'ai lu "*El qadar yatahada*". Le *qadar*, c'est le destin qui nous dépasse. Ça, c'est un livre en arabe qu'un prof m'a donné et que j'ai lu.

Habib

Vous vous rappelez l'auteur ?

Yamina

Je ne me rappelle pas l'auteur, mais si je le cherche, oui ! Et puis, il y avait les livres comme *Germinal* qu'on a lus du début jusqu'à la fin.

Habib

Ça, c'est à l'université ?

Yamina

Non, c'est au lycée.

Habib

Au lycée, mais pas chez vous ?

Yamina

Chez moi, si, on lisait !

Habib

Qu'est-ce que vous lisiez ?

Yamina

À l'époque, il y avait ce qu'on appelle les petits livres roses.

Habib

Vous n'avez pas *Ihssan Abdel Kadouss*, *Youssef Al-Sebaï* ?

Yamina

C'est à l'université avec feu le professeur Abdelkader Jirloul sur Ibn Khaldoun, la dialectique cyclique, avec le professeur Medienne, sur la sociologie culturelle, sur le mouvement national avec M. Hassan Ramaoun.

Habib

Est-ce que vous êtes une lectrice assidue ? Est-ce que vous êtes toujours en train de lire un livre ?

Yamina

J'étais une lectrice assidue. Dans l'éducation maternelle, il fallait être une excellente ménagère, il fallait faire les travaux domestiques, mais souvent, quand je devais les faire, ma mère me trouvait en train de lire un journal. Elle me disait "mais tu n'as pas fini le ménage, tu es en train de lire" ! A cette époque, il y avait le journal "Algérie Actualités" que j'achetais tous les jeudis. C'était un hebdomadaire. Le week-end c'était le jeudi, donc c'était un compagnon. On sortait du lycée le jeudi à midi, on allait acheter *Algérie Actualités* parce qu'il y avait des reportages, il y avait des textes, c'était extraordinaire.

Habib

Au moment du baccalauréat, il y avait une sorte de bibliothèque à la maison ? Vous aviez déjà accumulé un certain nombre de livres ?

Yamina

J'avais un petit bureau avec les journaux Algérie Actualités, avec aussi les livres qu'éditionait la SNED, la Société Nationale d'Édition et de Diffusion. On avait les écrivains arabophones et aussi en français, comme Tahar Ouetar. En français, je me rappelle les romans que j'ai lus. J'ai lu un roman qui m'a marquée, "Nuit de nocces", qui parlait des femmes. C'est un écrivain algérien qui a écrit cette histoire d'une femme qui avait perdu son mari et qu'on devait marier à son beau-frère. C'est un livre qui m'a marquée parce qu'il parlait de la question des femmes et aussi de la question de la virginité.

Habib

Vous vous considérez comme féministe ?

Yamina

Oui. J'ai réfléchi au féminisme, comment changer les conditions des femmes avec le changement des conditions des hommes, de leur mentalité. Parce que pour certaines la connotation donnée au terme féminisme, c'est comme si elles étaient anti-hommes. C'est un sexisme à l'envers. La question du féminisme comme je l'entends, c'est comment décortiquer les conditions des femmes qui sont un construit, un produit de l'histoire. Les femmes vivent en société, elles ont un rapport avec les hommes, elles sont dans l'économie, et donc comme ce sont des rôles sociaux construits, comment intégrer les hommes dans la transformation de ces rapports ?

Est-ce que la conception des féministes en 1970 est valable en 2000, 2025 ? Il faut réinterroger un certain dogmatisme féministe, qu'il faut revoir dans un contexte où les choses ont changé, et dans notre contexte différent du contexte occidental.

Habib

Qu'est-ce que vous appelez un dogmatisme féministe ?

Yamina

A un moment donné, quand j'ai fait mes lectures dans le cadre de la préparation de mon mémoire de fin de licence ou bien de ma thèse de doctorat, j'ai lu des témoignages où les féministes critiquaient les conditions de vie des femmes, par exemple leurs conditions de travail, oui. Mais à un moment donné, par exemple par rapport à la maternité, au lieu de critiquer les conditions dans lesquelles les femmes la vivaient, elles critiquaient le fait d'être mère.

J'ai eu des témoignages de certaines françaises qui étaient membres du mouvement militant, MLF, elles disaient qu'elles cachaient être enceintes. Elles avaient peur du regard et de la critique. Et ça, c'est un dogmatisme. Au lieu de critiquer et de remettre en cause les conditions de vie de ces femmes qui étaient enceintes, elles ont critiqué aussi le fait d'être mère, c'est-à-dire la conception. C'était comme si le choix de ces femmes d'être mère était incompatible avec leur émancipation. Or la lutte pour l'émancipation des femmes, c'est d'alléger la situation des femmes qui ont envie d'être mère, ou bien qui sont

mères, par la prise en charge de la petite enfance, etc. Et là, à un moment donné, c'est un dogmatisme.

Parce qui produit sur le plan de l'éducation et tout ça ? Ce sont les mères, ce sont les femmes. Et bien sûr, il y a les institutions, l'école, etc., c'est tout un système. Et là, on a réduit la lutte pour des conditions meilleures à une lutte sexiste contre les hommes, alors qu'eux-mêmes sont le produit de l'histoire, ils sont un construit de l'histoire. Comment améliorer, changer ces conditions si on ne réfléchit pas à la société ? Le patriarcat aussi c'est un produit historique, comment le décortiquer ? Il y a l'économie, il y a la religion qui font que ça perdure. Quand je dis la religion c'est dans le sens de l'idéologie religieuse, pas la spiritualité. Je différencie entre spiritualité et idéologie. L'idéologie, c'est l'interprétation des hommes.

Habib

Qu'est-ce que vous appelez la troisième vague des féministes ?

Yamina

Par exemple j'ai assisté à un colloque de Simone de Beauvoir, le centenaire je crois, à la Sorbonne. Certains parlaient du bilan et ils disaient que par exemple, dans nos contrées, les femmes étaient soumises. Ma mère, je ne l'ai jamais vue soumise même si elle était voilée, elle avait sa personnalité. Il avait donc ce stéréotype-là. J'étais avec une collègue maghrébine et on est intervenues, on leur a dit qu'il ne faut pas imaginer que toutes les femmes arabes, algériennes, marocaines, tunisiennes sont soumises. La jeune génération, y compris en France où ils vivent dans la mixité, dans le plein droit, etc., on vient leur inculquer un discours qui est ancien. Un discours sur une situation ancienne où il y avait vraiment ces séparations, où les femmes étaient confinées dans l'espace privé, domestique, oui, c'est un moment historique, mais les choses ont changé. Au lieu de tenir compte de ce qui a changé, de tenir compte de cette jeunesse, y compris en France, y compris chez nous avec la mondialisation, de cette jeunesse qui vit dans la mixité, qui vit dans le rapport à l'autre, au lieu de penser autrement, ils restaient dogmatiques par rapport aux rapports aux hommes.

Habib

Votre thèse de doctorat, Vous l'avez faite sur quoi ? Quel était le sujet ?

Yamina

J'ai fait ma thèse de doctorat sur les mères célibataires. Je l'ai intitulée "Les mères célibataires en Algérie, la sexualité par effraction". C'est-à-dire de la sexualité par effraction à la maternité "illégitime".

Habib

Est-ce que vous pouvez nous donner deux ou trois conclusions de cette thèse pour la résumer ?

Yamina

Avant de faire cette thèse, quand j'ai fait mon DEA en France, je suis partie avec l'idée de faire une thèse sur les mères célibataires et on m'a dit que pour le DEA il fallait faire un

sujet indépendant de la thèse. Je voulais travailler sur la virginité en Algérie. Le professeur a refusé parce qu'il fallait faire deux sujets indépendants. Il m'a proposé de travailler sur la virginité en France. Moi, maghrébine, je pensais que le problème de la virginité était réglé en France. Je pensais qu'il n'y avait que les sœurs qui étaient vierges ! Le professeur c'était Robert Cressuel, il a rigolé. Et c'est comme ça que j'ai fait mon DEA sur la virginité en France. J'ai fait une étude, une enquête, auprès des collégiens et des lycéens en France. Il m'avait écrit une lettre de recommandation, comme quoi j'étais une jeune qui travaillait sur la reproduction humaine, etc. Je suis allée dans un lycée dans le 5e arrondissement et j'ai été renvoyée. Le proviseur m'a dit "Pas de ça ici chez nous". C'était en 85. Donc quand je suis sortie je me suis demandée comment j'allais faire pour interviewer les lycéens. J'avais des questionnaires, j'ai acheté des enveloppes, j'ai mis des timbres et mon adresse et je les ai distribués aux lycéens. C'est comme ça que j'ai fait mon travail sur la virginité. Et en travaillant sur la virginité en France, j'ai vu parfois que les mêmes proverbes qui se disaient chez nous se disaient chez eux, avant. Ils disaient par exemple "pomme mûre, pomme cueillie, fille grandette, fille à marier, le manteau des jeunes filles fait murmurer les voisines". Et quand j'ai lu sur la virginité en France, j'ai trouvé que pour eux aussi il y avait des restrictions et que la virginité était une valeur sociale. Mais avec le changement elle a perdu cette valeur, elle est devenue une valeur personnelle.

Habib

Juste un moment sur le DEA, vous avez reçu combien de questionnaires, combien de réponses ?

Yamina

Une trentaine ou une quarantaine. Parmi les résultats de ce DEA, j'ai trouvé que ceux qui étaient les plus croyants accordaient plus d'importance à la virginité que ceux qui n'étaient pas pratiquants. Mais il y avait une tendance chez les jeunes lycéens à dire que c'était privé, que ce n'était pas une affaire publique, une affaire de famille, une affaire de société, mais une affaire personnelle. Ça, c'est la conclusion. Et à travers mes lectures et en comparant avec l'étude sur la virginité en Algérie, j'ai trouvé que ce qui se passait chez eux, se passe chez nous. C'est juste un décalage historique. Eux aussi, ils avaient la chape de plomb de la religion, de l'Église, sur les femmes, sur la virginité, etc. La sexualité n'était acceptée que dans le cadre du mariage légal, il y avait encore le péché de la chair, etc. Dans nos contrées la sexualité était régulée par le mariage précoce. Les filles étaient mariées à 15 ans, 16 ans, donc, la société arrivait à réguler la question de la sexualité par le mariage, et j'ai trouvé que même en France, c'était pareil. A une époque, dans la France paysanne, on disait que dans la région de Vendée pendant les maraîchages, la récolte, ils organisaient des bals, des rencontres, et dès qu'ils voyaient qu'un couple se constituait et qu'il y avait une présomption de grossesse, ils les mariaient. La société trouvait des formes de régulation des naissances hors mariage. Chez nous, il y avait une forme de régulation des naissances par le mariage précoce. Toute société trouvait les mécanismes de régulation selon l'époque, selon les possibilités. Actuellement, avec l'évolution des études, avec l'évolution de la société, la sexualité est une aspiration individuelle et humaine, humaine avant tout.

J'ai travaillé en Algérie sur les mères qui gardaient leurs enfants, qui ne les abandonnaient pas, et j'ai trouvé plusieurs profils. Plus on est soutenu, doté matériellement et d'un certain âge, plus l'enfant est un projet de vie, une réalisation de soi. Celles qui les abandonnaient étaient soit des jeunes, soit elles n'avaient pas de soutien familial.

Il y a deux périodes. La période des années 70 où les mères célibataires faisaient le deuil du mariage, elles avaient fauté donc elles ne se mariaient pas. Mais la génération des années 2000 ce n'est pas la même chose. Les choses ont changé. Pourquoi ? Parce que les parents des jeunes filles des années 2000 sont des parents qui ont étudié, qui sont lettrés, qui comprennent. Ils ont un rapport de protection de leurs enfants. Si leur fille est enceinte, ils essaient par tous les moyens de la prendre en charge. Il n'y a pas de rejet pour celles qui ont pu garder leur enfant. Et puis on a un taux très faible par rapport à certains pays.

Le problème qui se posait c'est comment la solidarité familiale régulait et prenait en charge. On n'a plus de crime d'honneur, les gens essaient de résoudre la situation. Et là ce que j'ai décelé dans ma thèse, c'est le rapport du père à l'enfant. Le père joue un rôle qualitatif dans le rapport père-enfant puisqu'il protège sa fille enceinte. Donc les rôles ont changé par rapport aux années 70 où elle devait se cacher, abandonner son enfant, etc. Il y avait la fratrie ou le père, il y avait les crimes d'honneur, très peu. Maintenant, non.

Habib

Et la loi, qu'est-ce qu'elle dit ?

Yamina

La loi protège les enfants, mais les mères n'ont pas de statut. Je réfléchis par rapport à notre société qui est une société patriarcale et dont la filiation est patrilinéaire. Pourquoi ne pas permettre à ces enfants la reconnaissance de la paternité ? Les mères célibataires n'ont pas le droit de rechercher la paternité. Il y a l'article 40 du code de la famille qui permet l'expertise médicale à travers l'ADN dans le cadre du mariage valide, le mariage par la *fattihah*. Par contre la Tunisie a adopté une loi en 1999 qui permet à la mère célibataire de prouver la paternité du père.

Ici on n'est ni dans la logique moderne des droits de l'enfant, des droits à la reconnaissance, ou bien la non-discrimination pour origine de naissance, ni dans la logique ancestrale des pays arabo-musulmans qui reconnaissaient à l'époque les naissances hors mariage, on appelait la mère *om walad*, c'est-à-dire que les *jaweri* qui avaient des enfants hors mariage étaient promues, elles étaient intégrées.

Actuellement, on est ni dans la logique ancestrale de la reconnaissance, où l'honneur c'est de reconnaître son enfant, pas de le rejeter, ni dans la logique moderne des droits de l'enfant.

Je me rappelle un ouvrage de Mansour Fahmy, qui a fait une thèse à la Sorbonne sur les femmes en islam, où il décrit que sur neuf émirs de l'époque abbassyde, sept étaient nés hors mariage. Et je rappelle que quand Mansour Fahmy a soutenu sa thèse en 2012, Al-Azhar et autres lui ont dit de renier sa thèse, qu'il était excommunié.

Habib

Un enfant un enfant né hors mariage en Algérie, légalement, il porte le nom de qui ?

Yamina

De sa mère. Heureusement, parce que sinon il est “né sous X”. Les enfants nés sous X, il y en a très peu, on leur donne deux prénoms fictifs et pour avoir une identité, des papiers, ils avaient des difficultés.

Habib

La loi algérienne donne le nom du grand-père maternel à l'enfant né hors mariage. C'est une grande avancée, non ?

Yamina

Non, c'est comme ça depuis l'indépendance. On reconnaît l'affiliation matrilineaire mais on ne permet pas la reconnaissance de l'affiliation patrilinéaire. On est dans la logique de la famille patriarcale, où les fondements sont la lignée patrilinéaire, mais en même temps on ne la permet pas. C'est-à-dire qu'on est en train de saper y compris les fondements de cette famille patriarcale. Pour ces enfants, selon leurs conditions de vie, s'ils vivent dans des conditions économiques, sociales, difficiles, ceux qui sont stigmatisés ou bien élevés en institution, je dis que c'est un risque psychosocial. Ce sont des enfants qui sont stigmatisés, marginalisés. Maintenant il y en a très peu en institution parce qu'il y a la *kafala* (recueil légal d'enfants), on les prend en charge, etc. Mais ça reste un problème juridique. Le législateur est en retard par rapport à la réalité sociale. Le législateur algérien doit s'appuyer sur les études de recherche de terrain pour dire qu'une loi doit permettre de protéger ces enfants. C'est pour ça que je rappelle la loi de 1999 en Tunisie, pour la reconnaissance de la paternité.

Habib

Pour la réalisation de votre thèse, vous avez fait du terrain, comment ça s'est passé précisément, combien de femmes, combien de questionnaires, quel genre de questionnaires ? Comment vous avez fait votre recherche ?

Yamina

Au départ, j'avais fait une étude quantitative sur les PV d'abandon. J'en ai énuméré à l'époque 450 et j'ai trié.

Habib

Sur toute l'Algérie ?

Yamina

J'ai trié ce qui était complet avec les données, etc. Ça faisait 350. Par contre j'avais fait 20 entretiens avec des mères célibataires. J'en avais rencontré certaines par le bouche à oreille, d'autres dans le centre d'accueil Diyar Rahma. Diyar Rahma, c'est un centre d'accueil des personnes vulnérables. Celles qui ont gardé les enfants, c'est celles qui sont nanties matériellement, elles avaient un travail, elles avaient un logement, elles pouvaient subvenir aux besoins. Quand on améliore leurs conditions, les femmes n'abandonnent pas leur enfant. Il y a un facteur économique qui joue, le travail pour être autonome, etc. mais il y a aussi le soutien de la famille qui a un rôle important dans le soutien de ces mères célibataires. Le soutien, c'est le réseau des femmes, même si le père est au courant, il fait semblant de ne pas savoir. Mais j'ai décelé qu'aujourd'hui les pères sont plus

compréhensibles parce qu'ils ont étudié, il y a un changement générationnel. Si les filles ont 25 ans, les parents ont 50 ou 60 ans, c'est une génération qui a étudié, donc le rapport a changé. La paternité a changé chez ces parents de mères célibataires. Ils assument, ils protègent son enfant.

Pour ceux qui étaient nés dans les années 60-70, c'était un tabou. Maintenant, on gère, la génération a changé.

Si les mères des années 70 ont fait le deuil du mariage, les mères célibataires des années 2000, non. Pour elles, elles peuvent se reconstruire, elles peuvent rencontrer un homme, construire leur vie de couple, se marier, etc. Cela ne brisent plus leur carrière de vie. Elles cherchent à travailler, elles cherchent à se former. Pour celle qui a eu un enfant hors mariage, ce n'est plus stigmatisant.

Habib

Est-ce que c'est différent selon les classes sociales ou est-ce que c'est pareil pour tout le monde ?

Yamina

Là, c'est vrai, c'est différent. Les classes sociales jouent quand il y a des conditions matérielles favorables. Dans le rapport mère-enfant, l'identité de mère pour protéger son enfant est quand même structurante, mais les conditions matérielles favorisent ça. Si les conditions matérielles sont moindres, elles peuvent biaiser son rôle d'assumer sa responsabilité.

Habib

Le côté moral de cette histoire est, j'imagine, plus faible dans les couches sociales aisées que dans les couches populaires.

Yamina

Non, il y a des couches sociales aisées qui sont très conservatrices.

Habib

Et les couches populaires ?

Yamina

Les couches populaires s'adaptent. Elles s'adaptent avec le vécu. Elles ne sont pas réfractaires à la modernité. Les rapports ont changé dans les couches populaires. Ils ont changé, parce que quand même, depuis l'indépendance l'Algérie, a investi dans l'éducation, la formation des hommes et des femmes. Donc, les pères actuels des années 2000 ne sont pas les pères des années 60, 70. C'est pour ça que je dis que quand ils parlent de l'honneur, l'honneur c'est assumer sa responsabilité. Quand j'ai fait mon enquête à l'hôpital j'ai vu un monsieur qui venait d'une ville de l'est, avec l'abayya, son turban, etc. Il a amené sa fille qui était enceinte. Et je lui ai demandé, parce qu'il venait chercher l'anonymat, si sa fille l'avait informé, s'il avait su qu'elle était enceinte, est-ce qu'il aurait accepté qu'elle avorte, il m'a dit "oui, parce qu'elle est jeune ma fille". Il venait, avec des yaourts et des fruits, rendre visite à sa fille à l'hôpital. Vous me dites que l'Algérie stagne, qu'elle n'évolue pas ? Et là, je décèle que ce père-là est un vrai père

parce qu'il joue le rôle de protecteur, de soignant auprès de sa fille. Ce n'est pas un géniteur. C'est un père qui protège sa fille. Et ça, les législateurs ne le voient pas.

Habib

Il lui a donné son nom ?

Yamina

Il ne se posait pas la question. Vous me posez la question de donner le nom du père. Pour eux, non, c'est son nom à elle. Elle donne son nom à son fils. Il n'y a pas un référent par rapport au grand-père.

Habib

C'est la mère qui donne son nom.

Yamina

Les mères célibataires que j'ai rencontrées et qui ont reconnu leur enfant ne donnent pas le nom de leur père. Elles donnent leur nom. Parce que quand vous dites grand-père, c'est comme symbolique. Non, c'est leur nom à elles. Donc, sujet autonome. Elle donne son nom à son fils, je n'ai pas trouvé le nom de son grand-père, c'est son nom à elle.

Quand j'ai vu ce monsieur qui venait voir sa fille, c'est ça le changement. C'est ça les prémisses du changement dans la société algérienne, dans les rapports père-enfant, etc., ce que les législateurs ne voient pas. Le législateur doit accompagner ces familles, ses pairs, dans ces mutations de transformation sociale.

Habib

Est-ce qu'il y a des chances que le législateur s'adapte ?

Yamina

Les chances, c'est que la société avance avant le législateur, elle n'attend pas que le législateur s'adapte. Elle fait, elle réagit, elle protège, elle agit. Ce sont eux qui sont en retard par rapport à la réalité.

C'est-à-dire qu'à un moment donné, c'est vrai la quête du père c'est important pour savoir d'où on vient, etc. Mais quand les enfants sont dans des conditions de vie épanouies, même s'ils cherchent, je connais un cas de mère célibataire dont la fille a cherché et a trouvé son père, après ça y est, elle a mis un nom mais le fait d'être reconnue par sa mère ne la gênait pas. Et maintenant sa fille est mariée et a des enfants.

Et puis il y a moins de stigmatisation dans la société, il y a des termes qui ne sont plus usités. On ne dit plus un bâtard, on dit *marabbi*. Il est adopté. L'enfant n'est plus stigmatisé.

Habib

Est-ce que la mère est stigmatisée ?

Yamina

Tout dépend des rapports. La mère, quand elle se réalise professionnellement, socialement, n'est plus stigmatisée. C'est comme les divorcés. Avant, on disait d'une

femme divorcée, *meskin*, la pauvre. Mais quand elle a un statut, on dit “Madame”. Elle a une voiture, elle a un travail et tout. Le regard de la société change selon votre position sociale et économique. C'est-à-dire que la position sociale et économique est structurante, comme le rapport des femmes au travail. J'ai participé à une enquête nationale sur le rapport des femmes au travail. Il y a eu un passage du rapport instrumental au travail, pour gagner de l'argent, pour avoir le trousseau de mariage à l'époque à un rapport qualitatif du travail comme acteur économique. C'est la construction d'une identité différente de celle qui était mère, épouse, génitrice. Le travail n'est plus un rapport instrumental, c'est un rapport d'épanouissement de la personne, je suis médecin, je suis ingénieur. Et ça, c'est un saut qualitatif dans le changement des femmes algériennes, par exemple. C'est l'une de mes recherches sur l'identité des femmes au rapport au travail.

Habib

La thèse a été soutenue en quelle année ?

Yamina

C'est récent, c'est en 2016, mais avant j'avais travaillé sur la question. Après le DEA, je me suis inscrite en thèse de doctorat, et après j'ai travaillé dans une entreprise de logement, c'est là où je me suis intéressée, par exemple, à la question des femmes et à l'accès au logement social. Mon premier article était intitulé “Les femmes et l'accès au logement social, les critères de l'exclusion”.

Parce qu'il y avait des critères pour accéder au logement, il fallait être marié, avoir des enfants, donc la célibataire qui n'a pas d'enfant ne peut pas y accéder. Et dans le cadre de ma thèse, j'ai écrit dernièrement un article qui va paraître sur la problématique de la recherche de la paternité. Pourquoi la discrimination suivant l'origine de naissance perdure, malgré la loi algérienne de juillet 2015 pour la protection des enfants. L'Algérie a ratifié la loi internationale mais elle discrimine les enfants par rapport à l'origine de naissance non institutionnelle c'est-à-dire né hors de l'institution du mariage. Peut-être que la loi protège les enfants indépendamment de leur sexe, religion, etc. mais ça, ça reste. Pourquoi ? Par rapport à l'héritage. La *kafala* permet à des parents d'adopter des enfants mais par rapport à l'héritage, non. J'ai étudié le cas d'un jeune de 40 ans qui a été adopté pendant la colonisation française, c'est-à-dire qu'il a été reconnu par son père. Une fois ses parents décédés, ils voulaient le déposséder du logement. Et bien quand ils l'ont exclu, je l'ai rencontré, je lui ai recommandé de déposer une plainte pour occupation illégale de son logement. Quand il a déposé sa plainte, le juge s'est déclaré incompétent. J'avais un directeur très compréhensif. Je lui ai dit que si le juge était incompétent, nous on était compétents. Pourquoi? Parce que le logement était un logement loué. Et comme ça, on a régularisé ce jeune d'hommes qui était exclu. Ses cousins m'ont envoyé un avocat, il est venu pour me dire que dans l'article 46 du Code de la famille, l'adoption est interdite. J'ai dit oui, l'adoption est interdite mais là, ce n'est pas un bien privé qu'on lègue aux héritiers, c'est un bien locatif. Et lui, il occupe les lieux, il en bénéficie des lieux.

Habib

Quand vous disiez “nous” on l'a aidé, c'est qui nous ?

Yamina

En tant qu'office public de logement.

Habib

L'enfant d'une mère célibataire n'a pas le droit à l'héritage non plus ?

Yamina

Il a le droit. La mère hérite donc son fils hérite d'elle.

Habib

Là, pour le moment, on parle des enfants nés hors mariage et que les mamans ont gardés. Vous avez continué des recherches sur ce sujet spécifique ou vous êtes passée à autre chose ?

Yamina

J'ai fait des recherches, par exemple, sur la participation des femmes à la vie politique, qui est un enjeu de politique publique.

Habib

Ca a été une recherche ?

Yamina

Oui, des entretiens avec des femmes. C'est difficile pour les femmes de participer à la vie politique s'il n'y a pas les conditions de vie matérielle, parce que les charges domestiques et familiales qui pèsent sur elles sont importantes. Et là, je compare toujours avec le mouvement féministe et comment les femmes participaient à la vie politique, parce qu'elles étaient la plupart médecins, avocates, elles exerçaient des fonctions libérales, elles avaient du personnel d'entretien, elles n'avaient pas de charges. Alors qu'une mère avec des charges domestiques, familiales, pour se consacrer à la politique il faut du temps. Mais il faut aussi l'accompagnement par les politiques publiques.

Habib

C'est la même chose pour les hommes, non ?

Yamina

Les hommes, non.

Habib

Quand on s'engage dans la vie politique, on a besoin de...

Yamina

L'homme est nourri, blanchi, et tout, il a plus de temps libre.

Habib

Par qui ?

Yamina

Par le travail domestique des femmes. Par exemple, j'ai fait une étude sur les femmes entrepreneures. Les femmes entrepreneures, celles qui passent en entrepreneuriat, etc. Quand j'ai demandé à ces femmes ce qu'elles feraient si elles avaient les mêmes conditions que les hommes, c'est-à-dire du temps libre, etc., elles m'ont répondu on excellerait. Pourquoi ? Parce qu'en plus de s'investir dans l'entreprise, il leur faut aussi avoir répondu aux tâches familiales, les enfants, etc. C'est pour ça qu'on a très peu de femmes qui investissent.

D'ailleurs on a un faible taux de femmes qui travaillent. Pourquoi ? Parce que les politiques publiques sont encore trop faibles pour accompagner ces femmes qui travaillent. Certaines ont travaillé et elles ont arrêté dès la naissance d'un enfant ou la charge domestique. Et là ce qu'on appelle les politiques sociales publiques doivent accompagner ces mutations.

Je compare toujours et par exemple j'ai trouvé un article montrant qu'en France la participation des hommes aux tâches domestiques n'a évolué, progressé, que de 10 minutes en 30 ans. Ça veut dire que ceux qui prenaient en charge les tâches domestiques, c'était les crèches très développées, c'était la restauration, les cantines, etc., qui allégeaient ces femmes.

Habib

Et vous-même, je ne sais pas quelles sont vos tâches domestiques, est-ce que vous sentez que ça vous limite ?

Yamina

Non, moi j'ai eu de la chance. Mon mari est progressiste, il participait aux tâches, il prenait en charge, heureusement, mais quand je vois d'autres femmes c'est pénible. Et quand je compare aux sociétés européennes, le travail domestique, y compris en Europe, est fait par les maghrébines, par les africaines. C'est un travail invisible, ce ne sont pas les hommes qui participent. C'est vrai il y a la technologie, les machines à laver, les cantines, etc., mais ils ont du personnel domestique.

Habib

Pas tout le monde. C'est très rare même.

Yamina

Mais c'est pour ça que ce travail reste dévalorisé et sous-estimé.

Habib

Et aujourd'hui, aujourd'hui, maintenant, Quels sont les thèmes de recherche qui vous prennent le plus de temps ? à quoi vous vous intéressez le plus ?

Yamina

Par exemple on m'a appelée dans le cadre d'une recherche sur une santé environnementale. On a travaillé sur un grand projet sur la leishmanio cutanée, qui est une maladie. J'avais fait l'enquête socio-anthropologique dans deux endroits différents, deux sites d'études. Et là, j'ai observé, par exemple, que plus les gens sont informés, plus

les gens sont cultivés par rapport à la santé, plus ils en sont acteurs. J'avais étudié les rapports entre médecins et patients, toujours dans les rapports sociaux. Plus vous avez un patient cultivé, plus les messages passent. Et les médecins imbus de leur personne croient que si on connaît mieux la maladie, on va détrôner leur savoir, donc ils sont dans un rapport de soumission, alors que les choses ont changé. Les Algériens aspirent à une meilleure qualité de vie, ils s'instruisent, ils sont cultivés, ils ne viennent pas dans un rapport de soumission. On n'est pas en 1962, on est en 2025. Et parfois certains médecins restent dans le conservatisme, par exemple. Et c'est ça qui fait qu'il y a un malaise dans la communication.

Après ce projet, on a découvert qu'il y a un grand problème de service publique, dans la politique d'aide sociale, etc., vu l'émergence des inégalités, bien que la médecine soit prise en charge et que l'accès aux soins soit gratuit.

L'accès ça dépend, parce que dans ce qu'on appelle les polycliniques, les établissements de santé de proximité, l'accès est plus aisé que, par exemple, dans les hôpitaux où il y a des inégalités par rapport à l'accès à un chirurgien. Après cette étude, on a continué sur l'étude du système social d'accompagnement des familles défavorisées par l'Algérie. Et là, on a constaté qu'il y a une armada, un arsenal de textes juridiques concernant la protection sociale, mais il n'y a pas de loi de protection sociale. La loi est fragmentée. Ceux qui sont protégés, ce sont les salariés, mais dans le cadre de la solidarité nationale, on a des décrets, des circulaires pour les handicapés. Bien qu'il y ait toutes des mesures de soutien aux familles démunies, que ce soit à travers les indemnités, pour les personnes âgées, pour les handicapés, pour la petite enfance, ça reste en deçà des besoins et en deçà des potentialités que peut offrir le pays. Et on a constaté que l'approche est surtout techniciste. Par exemple, le domaine de la santé est doté d'appareils, doté de ceci, de cela, mais l'efficacité est une question à régler, y compris dans l'accompagnement institutionnel des personnes défavorisées, on a posé la problématique de l'insertion sociale. Est-ce que cet accompagnement institutionnel permet l'insertion sociale de ces catégories ? Et là, le problème se pose pour l'efficacité et la mise en œuvre. C'est-à-dire que les textes de loi existent, mais leur mise en œuvre et leur évaluation, leur suivi, posent problème actuellement.

Parallèlement, je m'intéresse toujours à la question des femmes, à la question par exemple de l'avortement qui est un sujet tabou. L'avortement existe, c'est un marché juteux, il est tabou.

Habib

Il est légal ?

Yamina

Il est illégal. Je me pose la question pour les cas d'inceste, pour les cas de femmes qui ne désirent pas, pourquoi ne pas dépénaliser l'avortement. Je me rappelle, je n'étais pas chercheuse, je travaillais dans l'entreprise et en 2002 un médecin a été condamné pour avoir aidé une jeune fille à avorter. Et là, j'avais écrit qu'il était face à une détresse, face à la souffrance d'une femme qu'il avait aidée. Je posais la question du silence, l'article n'a été publié dans aucun journal. Le silence morbide de la corporation des médecins. Ils n'étaient pas solidaires avec lui. Ce médecin s'est battu tout seul. Et il disait que si demain on l'appelait, il le referait parce qu'il avait soulagé une fille en détresse.

Et là, je fais toujours le parallèle avec le procès de Bobigny en 1970. L'avortement était interdit en France. Une femme, avec une infirmière, a aidé sa fille de 16 ans à avorter. Elle est passée en justice, etc. Il y a eu la déclaration des intellectuels pour soutenir cette femme et c'est comme ça qu'il y a eu la loi Veil et qu'ils ont dépénalisé l'avortement en France. Chez nous ça reste tabou alors qu'ils savent que ça se pratique. Ça se pratique, ils le savent. La coopération des médecins n'a pas soutenu.

Habib

Vous pensez que ça se pratique beaucoup ?

Yamina

On n'a pas de statistiques, mais cela existe. Et la personne a fait la prison pour avoir soulagé une femme d'une détresse. Il n'y a pas eu de solidarité des médecins, mais on est dans le conservatisme de la corporation. Celles qui ont de la chance peuvent aller en Europe pour se faire avorter, pas les autres.

Habib

Chez les gens, socialement, l'avortement est accepté, il est passé dans les mœurs ou pas encore ?

Yamina

Là, je ne peux pas me prononcer parce qu'il faut des études sur ça.

Habib

Non, mais votre avis, pour l'observatrice que vous êtes.

Yamina

Ce que je sais à travers les filles que j'ai rencontrées dans le cadre de ma thèse sur les mères célibataires, c'est qu'au départ les jeunes ont toutes tenté d'avorter, avec des moyens rudimentaires traditionnels. Par contre, celles qui étaient d'un certain âge voulaient garder leur enfant parce que la question de la fertilité était en jeu, et puis elles assumaient. À partir de 30, 40 ans, pourquoi avorter ? Elles se projetaient dans la réalisation d'un projet de vie, d'être mère, mère exemplaire. Elles s'investissaient pour la réussite de leur enfant, pour prouver à la société que même en étant non mariée, elles seraient une bonne mère. Elles sont dans la quête d'un statut social, d'une réhabilitation. "Vous me condamnez, moi je vais vous prouver que je réussis mieux que la mère qui est mariée. J'ai réussi l'éducation de mon enfant".

J'ai aussi fait une recherche sur l'hyménoplastie, la reconstitution de la virginité. que j'ai intitulée "l'hyménoplastie, une stratégie de réintégration dans la norme". C'est-à-dire qu'elles se font recoudre pour garder leur chance de mariage, de s'insérer socialement, puisque la société les condamne. Elles ont trouvé une astuce de contournement puisque la société les stigmatise et les condamne. Et là les médecins participent, ils jouent le jeu. J'avais fait une étude comparée dans le monde, par rapport aux coûts, etc. J'ai trouvé, par exemple, qu'en Amérique latine, y compris aux États-Unis, il y a des cliniques où on pratique l'hyménoplastie, la reconstitution de la virginité dans les familles de culture catholique ou musulmane. J'avais lu un article qui disait que c'était une façon d'être

autonome, de disposer de son corps et d'être libre sexuellement. Mais à travers l'hyménoplastie, on reproduit en réalité la choseité de la femme. Elle est une chose, pas un être pensant et autonome puisqu'elle va contourner l'interdit mais aussi perpétuer le regard stigmatisant sur la pratique. Cet article s'appuie sur l'approche foucauldienne, de Michel Foucault. Je dis qu'au contraire la pratique de l'hyménoplastie ne participe pas à la libération des femmes, elle reproduit leur aliénation. Ça, c'est un article qui est publié dans la revue *Insaniyat*. C'est comme pour l'émancipation des femmes. Au lieu de s'affranchir par les droits, par la loi, on s'affranchit par la marchandisation du corps. C'est ce que je récusé, comme on dit chez nous, la promotion canapé. Ce n'est pas par le savoir, ce n'est pas par la compétence, on reproduit toujours la femme objet. Et le mouvement des femmes doit travailler sur ça, surtout avec ce qui se passe avec la mondialisation, la marchandisation du corps des femmes, la prostitution, etc.

Dernièrement, je suis intervenue sur la prostitution comme travail et j'ai dit que ce n'est pas un travail. Un travail, on a un diplôme, on va à l'université, là c'est de la marchandisation, c'est une aliénation. Bien que ce phénomène existe, comment permettre, comment soustraire ces femmes à vendre leur corps ? On ne naît pas prostitué. Il y avait des collègues algériens qui voulaient justifier la prostitution. J'ai dit qu'il y a aussi la prostitution masculine, il n'y a pas uniquement des femmes. Et j'ai demandé : "toi, tu veux que ta sœur soit prostituée ? Puisque tu me dis, oui, c'est la réalité". La réalité, il faut la traiter. Il faut la décortiquer. Pourquoi celle-là est devenue prostituée ? Et là, en discutant avec un collègue, il me dit qu'avec la mondialisation il y a la circulation des biens, des marchandises et tout ça. Donc on accompagne aussi la mondialisation dans nos contrées par le travail du sexe. Et là, nos sociétés doivent être vigilantes, y compris nos élites. Parce que c'est une réalité qui existe. Comment libérer les femmes de la vente de leur corps ? Ça existe chez nous même si c'est un sujet tabou. Historiquement c'est la colonisation qui a institutionnalisé les maisons closes, pour l'armée française. Et puis bien sûr il y a les facteurs de la pauvreté. Toutes les pauvres ne deviennent pas prostituées, mais qu'est-ce qui fait que certaines basculent ? Quel est l'élément déterminant qui fait qu'elles basculent ? Ce ne sont pas tous les pauvres qui sont des voleurs mais quel est l'élément qui fait que celui-là bascule et l'autre pas ? Et quand on voit un phénomène social comme ça, qu'on ne vienne pas me dire que ce sont des travailleuses. Ce n'est pas un travail, c'est une industrie et c'est une aliénation de la personne. Ce n'est pas une liberté.

Et quand je vois, par exemple, la traite des blanches. On me disait, en Belgique, je ne sais pas, en Hollande, les femmes étaient dans des vitrines. Dans des vitrines, ils voulaient que chez nous aussi, nos femmes soient dans des vitrines ? C'était dans une conférence avec Médecins du Monde où je devais intervenir, il y avait cinq principes. Le dernier principe, c'était *Empowerment*. Je me demandé pourquoi le principe le plus important, *empowerment*, donner les capacités aux femmes de se doter de formation, pour se libérer, pour être autonome, était inscrit en dernier. Pourquoi ? Alors qu'il doit être en premier. Moi, j'étais étonnée. Je me rappelle toujours un psychanalyste, Bernard Muldworf, qui disait que la sexualité humaine se différencie par la dimension affective. C'est la dimension affective qui fonde la sexualité humaine. Et il l'explique par rapport au corps, à la socialisation. Dans son livre "Sexualité et féminité" il parle de la marchandisation du corps avec le capitalisme. Actuellement, avec le stade du néolibéralisme, la

financiarisation, tout se vend. Et là, le rôle des sociologues et des chercheurs est de décortiquer, l'être humain n'est pas une marchandise, ce n'est pas un objet.

Habib

Est-ce que vous êtes engagée, pratiquement, pour les droits des femmes ? Est-ce qu'à un moment, vous vous êtes dit je m'engage. Vous êtes engagée ? Qu'est-ce que vous faites ?

Yamina

Maintenant, je ne suis dans aucune organisation. J'étais, oui, engagée dans mes recherches. Dans mes recherches, oui. Souvent, il y a une connotation négative quand on dit "engagée". Engagée politiquement, ça veut dire que ce n'est pas scientifique. Pourtant Bourdieu était engagé, philosophe. C'est un chercheur, un sociologue, il a écrit sur la domination masculine, il a écrit sur l'école, etc.

Donc, parfois, l'interprétation, dire que le sociologue est aseptisé, incolore, inodore ... Il voit sa société. Moi, j'ai l'immersion sociale, il faut que je connaisse la société dans ses entrailles. Je ne parle pas sans faits que j'ai vus. Engagés pour les droits, pour la justice sociale, la connotation est politique. Mais quand il s'agit, par exemple, des big pharma, ce n'est pas politique ? C'est politique !

Par exemple, quand j'ai travaillé sur la santé, j'avais fait un compte-rendu dans un ouvrage. "Santé mondiale, enjeux politiques, jeux stratégiques. Comment la santé qui est un bien commun comme l'éducation devient un objet marchandisé. Par exemple avec le sida c'est Mandela qui a fait un plaidoyer pour qu'ils puissent produire des traitements en Afrique du Sud. La santé devient un enjeu aussi de profit et pour moi la santé, comme l'éducation, doit être un bien commun, un bien universel. Parce qu'on ne peut pas vivre dans une société où les gens sont ignorants, ni dans une société où les gens sont malades, etc.

Habib

Qu'est-ce qu'une femme algérienne cherche à engager dans sa recherche ? La recherche engagée des femmes algériennes, c'est quoi ?

Yamina

En tant que femme algérienne, l'insertion des femmes socio-économiquement, c'est très important. Parce que la femme est le pivot, à travers l'éducation. Nous avons un taux très faible d'intégration des femmes dans l'économie. Nous avons 18% de femmes qui travaillent. On a des potentialités énormes. L'Algérie a investi dans l'éducation, etc. Toutes ces jeunes universitaires qui viennent sont à la recherche d'un travail. Il faut une économie prospère pour intégrer ces femmes dans l'économie et pour les accompagner dans leur épanouissement, etc.

Et autre chose actuellement, c'est comment juguler les inégalités sociales. Parce que les inégalités sociales sont source de problèmes. Si l'Algérie a lutté pour la conquête de l'indépendance, pour la souveraineté territoriale, et aussi c'est pour la santé, pour le droit à l'école. Et là, c'est très important. Et les Algériens sont très attachés à ça. Donc, les politiques sociales, même si elles existent, doivent être plus efficaces pour prévenir, pour l'avenir, parce qu'on ne doit pas s'inscrire dans une reproduction des inégalités. Si moi,

mes parents ne sont jamais allés à l'école, alphabètes, j'ai pu faire des études universitaires. D'autres sont devenus des médecins, des cadres, il ne faut pas que ça disparaisse. Ceux qui sont marginaux, quand je dis marginalisés ce sont ceux qui ont une précarité sociale, il faut les soutenir contre la précarité sociale, sinon on va reproduire et la misère devient structurelle. Moi je me suis émancipée par rapport à mes parents, il ne faut pas que la précarité se reproduise pour ces catégories. Ça, c'est les politiques publiques.

Habib

Vous avez dit que la femme est un pivot. C'est quoi un pivot dans nos sociétés ?

Yamina

Dans la société et dans la reproduction de la conscience, une femme éclairée, consciente, etc., va accompagner ses enfants, ses filles et garçons dans l'éducation égalitaire.

Habib

Le père peut le faire aussi, non ?

Yamina

Le père aussi. D'ailleurs, j'y reviens, quand j'ai parlé du mariage des Algériens, j'ai dit que maintenant on choisit son conjoint. C'est-à-dire qu'on ne fait plus de mariage forcé en Algérie. Le choix du conjoint est tributaire du sentiment amoureux, de la raison, etc. Donc on n'est plus dans les années 60-70. Les couples se fréquentent, le choix est individuel. Ce n'est pas la famille, ce n'est pas la tribu, etc. Et quand je dis que les hommes contribuent, quand on me dit que nous sommes une société conservatrice, on n'est pas conservatistes quand je vois par exemple un papa qui marche avec son enfant dans porte-bébé, on trouve ça dans les couples de jeunes.

Habib

Oui, mais à la maison c'est toujours la femme qui reste le pivot, comme vous l'avez dit.

Yamina

Oui, mais là c'est le rôle non seulement des mères pour l'éducation égalitaire, mais aussi le rôle de l'institution scolaire, des médias, qui doit favoriser une approche égalitaire des rôles dans la société.

Habib

Je ne veux pas entrer dans la vie privée parce que ça ne concerne pas tout le monde, ça n'intéresse pas tout le monde, mais à quoi préparez-vous votre fille ?

Yamina

Je la prépare à ne pas être une marchandise, un objet. A être consciente et à avoir l'esprit critique et que le mari est un partenaire. Il faut construire cette relation de partenaire, ce n'est pas un rival, en même temps pas dans un rapport de soumission, dans un rapport d'égalité. Ça c'est un principe. Mais on est dans une société où l'échelle de la

consommation est mondiale, je ne suis pas contre la beauté, mais la consommation doit être réfléchie, la femme n'est pas un objet. C'est-à-dire que parfois on rentre dans le moule dominant, la femme objet, la consommation, je dis non, il faut zapper, comme la télévision, on trie. Et puis bien sûr, comme nos parents, mon père nous a toujours poussé à étudier, ma mère aussi, il fallait étudier, travailler, les études étaient la garantie pour l'avenir, Moi, dans le contexte actuel de consommation effrénée, je rappelle toujours que par rapport à l'image, au statut de la femme, elle n'est pas un objet. C'est vrai qu'elle fait des études, etc. mais on voit maintenant certaines valeurs. Et donc par rapport à l'homme, je dis qu'il faut avoir sa propre personnalité, savoir dire non quand il faut dire non, savoir dire oui quand il faut dire oui.

Habib

Pardon, vous savez dire non ?

Yamina

Oui. Ah oui ! Moi-même, pour dire non, il m'a fallu du temps. Il fallait dire oui, c'est vrai parce que quand on est jeune, on est face à une personne loyale, on fait confiance, après, on se rend compte. Moi, j'ai reçu une éducation quand même inégalitaire. C'est l'esprit critique qui te permet de faire le tri. C'est-à-dire que l'éducation te rappelle ton rôle de femme, d'épouse, etc. et ton rôle dans la société pour travailler, etc. Et là, c'est l'expérience, c'est l'accompagnement autour de soi qui permet de faire le tri.

Habib

Est-ce que vous enseignez ? Est-ce que vous êtes aussi enseignante ?

Yamina

Non, je n'enseigne pas. Mais parfois, j'ai des contacts avec des doctorants, avec ceux qui préparent leurs thèses. Je supervise à travers les discussions, à travers les échanges.

Habib

Vous supervisez officiellement ? Vous dirigez des thèses, des doctorats ?

Yamina

Non, au centre de recherche, généralement, ceux qui font appel à nous ce sont les universités ou bien certains doctorants. J'ai fait partie du jury d'une thèse sur les femmes soutenue à l'université de Louvain, en Belgique. C'est une très bonne thèse d'une étudiante algérienne, Feriel Bouhata, qui a travaillé sur l'émancipation des femmes en Algérie. C'est une thèse soutenue récemment. Et en même temps, je soutiens les doctorants qui viennent me consulter pour leurs thèses, leurs recherches. Il y en a un qui a soutenu dernièrement sur les mères célibataires.

Habib

Est-ce que les acteurs politiques, décideurs ou pas, vous consultent ?

Yamina

Normalement quand on produit de la recherche, par exemple je participe à des recherches d'expertise.

La dernière recherche je l'avais faite sur la petite enfance. Il y avait une recherche auparavant au CRASC sur la généralisation du préscolaire. C'est une recherche qui a été menée en 2004. Finalement, quand j'ai fait cette recherche récemment, en 2022-2023, j'ai trouvé que le préscolaire n'était pas généralisé. Il n'y a pas de plan de généralisation du préscolaire. Il y a des classes dans les écoles, mais pas dans le programme du ministère de l'Éducation nationale alors que c'est très important. Le préscolaire n'est pas généralisé et là, c'est un impératif. Nous avons 5 millions à peu près d'enfants de moins de 5 ans. Et il faut préparer les générations futures. Bien que l'Algérie investisse dans l'éducation. Là, à la rentrée scolaire, on avait 12 millions d'enfants scolarisés entre le collège, l'école et le lycée. Quand même, c'est énorme 12 millions, avoir des professeurs, des écoles, etc. C'est un défi.

Par rapport à cette recherche que j'ai faite sur la petite enfance, elle impacte sur l'intégration socio-économique des femmes. Par exemple, quand je vois une médecin anesthésiste qui demande une mise en disponibilité parce qu'elle n'a pas trouvé quelqu'un pour garder son enfant, c'est un problème. Alors que l'Algérie a besoin de médecins. On a cette problématique de la petite enfance, la prise en charge pour permettre aux femmes de travailler.

Habib

C'était une recherche commandée par le gouvernement ?

Yamina

Oui, oui, c'est une recherche commandée. J'avais aussi fait une recherche avec l'UNICEF sur les transformations familiales en Algérie. La configuration des familles, les familles nucléaires, les familles dans l'indivision, les familles en transition, couples avec enfants qui cohabitent ou qui ne cohabitent pas avec les grands-parents, et la grande majorité sont des familles nucléaires, couples avec enfants.

Habib

Le CRASC est devenu un bureau d'études ?

Yamina

Non. C'est-à-dire qu'au CRASC, on a un fonds de recherche étatique, c'est-à-dire des projets établissements et il y a diversité de projets. Et parfois les chercheurs du CRASC soumissionnent pour des études, pointues, pour le compte du ministère, par exemple, de la Solidarité ou bien le CNES.

Habib

Ce n'est pas le ministère qui vous appelle, allô madame Rahou, on a besoin d'études.

Yamina

Non. Par exemple, j'ai un projet que j'ai choisi moi-même sur l'accompagnement des familles ou des catégories défavorisées. On a cette latitude de choisir, il y a diversité de

sujets. Là, des collègues ont travaillé par exemple sur la précarité des femmes qui travaillent, d'autres travaillent sur d'autres projets. Les chercheurs, quand il y a un appel à projet, soumissionnent. Donc, ce sont des études d'expertise. Ce n'est pas mon cas. Je suis scientifique. Quand j'apporte mon point de vue, je l'apporte que ce soit expertise ou étatique. Je fais le diagnostic, je dis ce qu'il en est. Bien que parfois, dans l'expertise, ils essayent de ... parce que c'est pour le compte des bailleurs. Et je pense que quand on est critique, on vous évite.

Habib

Vous restez engagée et libre.

Yamina

Libre, oui. Autonome, je dis ce que je pense. Mais je pense que quelle que soit la réalité, elle est là. Vous croyez que les gens ne savent pas ? Les gens savent ce qui se passe, même s'ils vont redorer la réalité, alors que le rôle du chercheur, c'est de dévoiler ça pour améliorer, pour apporter des corrections.

Une fois, on était dans une rencontre avec une ex-ministre de la solidarité, elle me disait que les Algériens critiquent beaucoup et tout. J'ai dit qu'ils critiquaient, non pas parce qu'ils n'aimaient pas leur pays, ils critiquaient parce qu'ils voulaient que ce soit meilleur. Elle, c'est vrai, en tant que politique, elle était dans son rôle, il faut qu'elle enjolive. Mais la réalité est autre. Je dis souvent par rapport à l'engagement que ceux qui font la politique politicienne sont ceux qui sont sûrs. Mais le vrai scientifique est dans la posture de la recherche scientifique de décortiquer, de déconstruire, dévoiler et proposer à toute fin utile si on lui demande. Mais ceux qui font la politique politicienne, ce sont eux qui jouent.

Habib

Ça ne vous a jamais intéressée une carrière politique ?

Yamina

Non.

Habib

Si demain on vous appelait pour un ministère, vous diriez non ?

Yamina

Non. Je veux être autonome. Je m'épanouis dans la recherche. Je m'épanouis quand je vais faire mon enquête de terrain. Mais actuellement, on a des entraves dans la recherche, c'est l'accès aux données de la recherche. On a des entraves bureaucratiques. C'est pour ça qu'en discutant avec une collègue, elle m'a dit qu'elle va faire des sujets soft, étudier les manuscrits. Elle ne va plus faire de terrain parce qu'il y a un empêchement d'accéder au terrain.

Habib

Faire des enquêtes, c'est difficile.

Yamina

Des enquêtes et tout, il faut contourner, il faut la réalité. Moi, je suis partie dans une commune pour avoir des données statistiques sur les personnes qui perçoivent les indemnités. Eh bien, malgré les lettres, malgré le courrier, malgré l'appui, on ne me les a pas données. Ils ne voulaient pas. Et pour faire l'enquête de terrain qu'est-ce qu'on a fait, ça aussi c'est la stratégie du chercheur, on a attendu à la poste les gens qui venaient recevoir leur pension, on a fait l'enquête de terrain. Je ne cherchais pas le nom, c'était anonyme, juste savoir si ces personnes bénéficiaires de cet apport de l'État s'inscrivaient dans une logique d'insertion sociale. Je voulais avoir l'âge, le niveau d'instruction, etc. Ils ne voulaient pas. Et qu'est-ce qu'on a fait ? Ça me rappelait quand j'ai fait les enveloppes timbrées à Paris, je suis partie à la poste et j'attendais les personnes.

Habib

Vous l'avez fait vous-même ou vous avez embauché des enquêteurs ?

Yamina

Parfois des enquêteurs et parfois on fait nous-même les entretiens. Par exemple, quand j'ai fait mon étude sur les mères célibataires, en 2013, j'ai pu accéder à Deir Rahma. J'ai pu facilement interviewer les mères célibataires qui venaient là-bas. Le chercheur, c'est le terrain. Moi, quand j'ai travaillé sur les mères célibataires, j'allais dans les salons de coiffure, j'allais dans les cafétérias, etc., le bouche à oreille pour avoir mon échantillon de mères.

Habib

Est-ce que votre famille vous empêche de vous réaliser en tant que chercheuse ? Est-ce que c'est une contrainte supplémentaire ? Est-ce que c'est difficile pour une femme avec une famille de faire de la recherche ?

Yamina

Pour certaines, c'est difficile. Moi, non, j'ai eu la chance d'être soutenue par mon époux, par ma famille. Mais pour certaines femmes, oui parce que la recherche, c'est le terrain. Je prends un exemple, une qui travaillait sur la poésie populaire. J'ai dit que chez nous ils font ce qu'on appelle des fêtes populaires. Je lui ai proposé d'aller dans cette fête populaire pour ses interview. Elle ne pouvait pas parce que le mari n'était pas d'accord. Elle ne pouvait pas aller dans un espace public alors qu'elle a la vocation de chercheuse.

Habib

Vous pensez que la production des connaissances en Algérie reste un peu trop masculine?

Yamina

Je ne peux pas dire ça parce que j'ai fait ce qu'on appelle état de l'art par rapport à la recherche. Moi, je trouve que la recherche des femmes n'est pas visible, surtout les thèses, etc., y compris pour les hommes.

Maintenant avec l'internet et toute l'informatisation, on peut voir, c'est-à-dire que la circulation du savoir à l'échelle locale, elle n'y est pas, ni à l'échelle maghrébine. Quand

je dis à l'échelle maghrébine, j'ai découvert une thèse soutenue en 1936 par Tahar Bentarad, qui est tunisien et médecin allergiste, sur la virginité en Tunisie, que j'ai trouvée dans une bibliothèque spécialisée de femmes à Paris. Et à l'époque, en 1936, lui parlait de réfection, d'hyméoplastie.

Et par rapport à la recherche, mon premier encadreur de thèse, en arrivant à la fin, s'est désisté. Il m'a laissé tomber.

Habib

Pourquoi ?

Yamina

Il commençait à me dire que j'allais avoir des problèmes. Quels problèmes ? Moi, je m'assume. Vous me jugez sur la méthodologie, si c'est scientifique ou pas. Mais sur le reste, ce sont des données, des recherches. Et il m'a laissé tomber. J'ai attendu une année pour la soutenir.

Habib

J'ai une dernière question, Gaza, pour vous, Yamina Rahou, sociologue algérienne, Gaza, ça vous dit quoi ?

Yamina

Gaza, ça me dit le peuple palestinien. La souffrance du peuple palestinien, ça me rappelle quand mes parents me parlaient pendant la guerre d'Algérie. Ma mère me disait, parce qu'elle n'a pas fait l'école, elle était orpheline, elle demandait pourquoi elle ne rentrait pas à l'école, elle était privée de l'école. Et donc, c'est la souffrance d'un peuple et la légitimité des luttes. Et je me dis que c'est un problème qui touche l'humanité, vous voyez la solidarité internationale, etc. Ce n'est pas uniquement un problème de musulmans. Parfois, dans le discours politique, on veut limiter, restreindre. C'est un problème de dignité humaine, c'est un problème de libération, d'émancipation des peuples, indépendamment de leur religion, de leur appartenance raciale, etc. Donc nous, en tant qu'Algériens, moi en tant que femme algérienne, nous devons être vigilants par rapport à cette question. Ce n'est pas une affaire de religion, c'est une affaire de libération, de dignité humaine, d'indépendance, d'un État indépendant. C'est ça Gaza

Habib

Merci beaucoup, infiniment.

Yamina

Je voulais rappeler la solidarité internationale au-delà de l'appartenance religieuse. Vous voyez les manifestations en Europe, aux États-Unis, partout dans le monde pour soutenir la cause d'un peuple.

Habib

C'est important.

Yamina

Oui, c'est important. Ce sont des principes universels de l'humanité qui transcendent les appartenances religieuses. Et là, dans nos contrées, dans le monde arabe, j'aimerais bien qu'on rende visible la solidarité, y compris des juifs et des israéliens, pour la Palestine. Parce qu'il y a des juifs, il y a des israéliens qui soutiennent la Palestine, pour distinguer le sionisme du judaïsme. Le sionisme c'est un projet politique, d'exclusion. Le judaïsme c'est une religion comme toutes les autres religions. Il y a des gens du livre qui sont chrétiens, musulmans, qu'il faut respecter.

Habib

Tout à fait. Merci.

Yamina

Si je peux dire un mot sur le rôle des recherches en sciences sociales pour les décideurs. Je trouve que les recherches en sciences sociales c'est un support des politiques publiques. Le décideur doit écouter, doit s'appuyer sur des recherches scientifiques pour mieux répondre aux besoins de la société pour mieux répondre au développement. Celui qui projette le développement s'appuie sur quoi ? Il s'appuie sur le réel. Donc les chercheurs en sciences sociales apportent un éclairage et un soutien aux politiques publiques pour être au service de l'évolution, du développement de la société. Et les critiques, il ne faut pas les voir comme des critiques pour détruire, non, c'est pour construire.

Un dernier mot aussi par rapport à la jeunesse, C'est très important parce que c'est le futur de nos sociétés. Il faut des politiques publiques qui soutiennent les jeunes, notamment en termes de loisirs, etc., pour les soustraire par exemple au phénomène de la drogue, qui est un problème sérieux en Algérie et dont les familles souffrent. Et donc la recherche, elle est là comme outil, comme on dit souvent, outil d'aide à la décision, à la bonne décision.